

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 6 août 2024

Références : DREAL/UBD40-64/D2025\_556  
Code AIOT : 0005204055

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CMGO**

Carrière de Saint-Martin-d'Oney  
40090 Campagne

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement CMGO implanté Carrière de Saint-Martin-d'Oney 4733 route de Saint-Martin-d'Oney 40090 Campagne. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMGO
- Carrière de Saint-Martin-d'Oney 4733 route de Saint-Martin-d'Oney 40090 Campagne
- Code AIOT : 0005204055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMGO est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-634 du 26/10/2021, une carrière à ciel ouvert de calcaires gréseux coquilliers sur le territoire des communes de Campagne et Meilhan, sur une superficie de 150,93 ha.

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans.

La production maximale autorisée de la carrière est de 750 000 tonnes/an. À cette activité d'extraction est associée à une installation de concassage-criblage des matériaux (d'une puissance totale de 1 880 kW) et à l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux (d'une surface de 80 000 m²).

L'accueil de matériaux inertes extérieurs est autorisé à hauteur de 60 000 t/an, dont une partie est valorisée.

La société CMGO est autorisée à recevoir et enfouir des déchets amiantés dans une installation de stockage de déchets non-dangereux (ISDND) dédiée située au sein de la carrière. 6 alvéoles de stockage de déchets sont prévues à cet effet. Cette activité est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (rubrique 2760).

L'activité de la carrière est également soumise à l'arrêté préfectoral du 16/12/2021 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière.

Les thèmes de la visite sont :

- vérification de la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2021-634 du 26/10/2021 ;
- accès et sécurité ;
- conditions et méthodes d'exploitation ;
- autosurveillance eau (prélèvements, qualité des eaux de rejet et des eaux souterraines), air (suivi des retombées poussières) et bruit (contrôle des niveaux sonores) ;
- suivi écologique du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.6.2	Demande d'action corrective	3 mois
14	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.3.6	Demande d'action corrective	3 mois
17	Émissions sonores dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
20	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.2.3 (partiel)	Sans objet
2	Garanties des limites du périmètre	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.2.5	Sans objet
3	Information du public	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.2.1	Sans objet
5	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.2	Sans objet
6	Méthodes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.3	Sans objet
7	Phasage prévisionnel	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.6	Sans objet
9	Déchargement des apports de matériaux extérieurs	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.3.2	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extractions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3.1.2	Sans objet
12	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.2.1	Sans objet
13	Eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.3.5	Sans objet
15	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.4.3 (partiel)	Sans objet
16	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
18	Garanties financières de la carrière	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.5.2	Sans objet
19	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des faits non-conformes susceptibles de suites.

L'exploitant doit notamment transmettre à l'inspection :

- le plan de bornage du périmètre de l'autorisation, y compris les terrains associés à l'extension de la carrière définie par le nouvel arrêté d'autorisation du 26/10/2021 ;
- un plan d'action afin de parvenir rapidement à un retour à la conformité de ses installations pour ce qui concerne le respect des niveaux sonores, notamment au niveau du point de mesure 11 en ZER ;
- tout document justifiant du suivi écologique qu'il doit mener durant l'exploitation de la carrière et notamment :
  - l'état des lieux actualisé, accompagné du plan de mise en œuvre des mesures de réduction, qui devait être fourni à la DREAL pour validation préalable avant le 31/12/2023 ;
  - le premier compte-rendu détaillé des opérations de suivi écologique qui devait être réalisé à N+1.

L'inspection demande également à l'exploitant :

- de mettre à jour lors de l'établissement du prochain plan de suivi, le périmètre d'autorisation en indiquant les terrains associés à l'extension de la carrière conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 26/10/2021. La légende du plan devra être complétée avec la signification du zonage représenté en hachuré rose qui apparaît en bordure Ouest de la RD365 ;
- à ce que le débit soit systématiquement mesuré et ce dès la prochaine campagne d'analyse des rejets, conformément à l'article 5.3.6 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Les autres constats n'appellent pas d'observations particulières de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.2.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

**Prescription contrôlée :**

[...] Le remblaiement du site peut être réalisé à partir de matériaux inertes en provenance de l'extérieur, selon les dispositions prévues dans le présent arrêté.

Cet apport extérieur est limité à 60 000 t/an.

Une partie de ces matériaux inertes accueillis sur le site peut être valorisée au niveau de la plateforme de transit de la carrière, afin de développer leur recyclage en tant que matériaux alternatifs.

Des déchets contenant de l'amiante lié, environ 5 000 t/an (sans dépasser 100 000 t au total) peuvent être stockés sur le site dans des alvéoles spécifiques implantées hors d'eau, suivant les conditions précisées au chapitre 2.4 du présent arrêté.

Le transit de terres polluées est limité à 600 m<sup>3</sup> sur une aire dédiée de 1 500 m<sup>2</sup>.

Afin d'assurer le suivi des apports extérieurs de matériaux inertes, de déchets contenant de l'amiante lié et de terres polluées, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits extérieurs entrant et sortant. Ce registre doit notamment permettre d'obtenir, le cumul des quantités de produits extérieurs réceptionnés depuis le début de l'année considérée, et le cumul des quantités de produits extérieurs stockés sur le site de la carrière. Ce registre peut être commun avec celui prévu à l'article 2.3.2 du présent arrêté [...]

**Constats :**

Vu le registre numérisé (base de donnée ZEPHYR) présenté par l'exploitant, commun avec celui prévu à l'article 1.2.3 de l'arrêté susvisé, 20 146 tonnes de matériaux inertes extérieur ont été accueillies sur le site en vue de son remblaiement, dans le respect de la limite maximale de 60 000 tonnes par an fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/2021.

L'exploitant déclare n'avoir jamais accueillies à ce jour de terres polluées sur le site ni de déchet contenant de l'amiante liée (la première alvéole spécifique au stockage des déchets amiantés n'ayant pas encore été réceptionné par l'inspection).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Garanties des limites du périmètre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Périmètre d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les délaisés particuliers suivants sont respectés :

- carré de 25 m par 25 m autour des pylônes de transports d'électricité,
- 30 m depuis la bordure de la RD 365,
- 100 m en bordure de la Midouze.

Ces délaisés ne doivent faire l'objet d'aucune extraction de matériaux.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

**Constats :**

Vu le plan topographique daté du 31/10/2023, l'inspection constate que :

- Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ;
- Les délaisés particuliers suivants sont respectés :
  - carré de 25 m par 25 m autour des pylônes de transports d'électricité,
  - 30 m depuis la bordure de la RD 365,
  - 100 m en bordure de la Midouze.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « Sortie de carrière », doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment sur la RD 365 de part et d'autre de l'intersection avec le chemin d'accès à la carrière.
<b>Constats :</b> L'inspection constate lors de la visite sur le terrain la présence à l'entrée du site du panneau d'identification de l'activité carrière et reprenant l'ensemble des mentions réglementaires ainsi que de panneaux indiquant la sortie de carrière, notamment sur la RD 365 et à l'intersection avec le chemin d'accès à la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li><li>• des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état,</li><li>• des bornes de positionnement des limites de l'extraction.</li></ul> Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
<b>Constats :</b> Suite à la visite de ce jour, objet du présent rapport, l'inspection a demandé à l'exploitant la transmission du plan de bornage à jour. L'exploitant s'est engagé à le transmettre dans les meilleurs délais. L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan de bornage doit prendre en compte le périmètre de l'autorisation dans sa totalité, y compris les terrains associés à l'extension de la carrière définie par le nouvel arrêté d'autorisation du 26/10/2021. Il doit en outre permettre la localisation de chaque borne qui sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant la transmission du plan de bornage à jour et complet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 5 : Cote minimale d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation

<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur du front de taille se développe sur une hauteur maximale de 23 m, avec un front supérieur de 15 m et un front inférieur de 8 m de hauteur maximale. La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à – 4 m NGF.
<b>Constats :</b> Vu le plan topographique daté du 31/10/2023, l'inspection constate que la zone d'extraction fait apparaître, comme point topographique le plus bas une mesure à – 3,44 m NGF en eau et à +1,43 m NGF hors d'eau, respectant la cote minimale d'exploitation autorisée à – 4 m NGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Méthodes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est réalisée en procédant au rabattement de la nappe, avec un débit maximal de pompage de 600 m <sup>3</sup> /h. Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec une remise en état coordonnée à l'avancement des travaux. Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, ou stockés provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable, en prenant en compte l'intégration dans le paysage. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'engins mécaniques et leur acheminement, depuis la zone d'extraction vers l'installation de traitement, se fait principalement via des bandes transporteuses. L'usage d'explosifs est interdit sur l'ensemble du site.
<b>Constats :</b> Vu le relevé hebdomadaire du pompage pour le rabattement de la nappe présenté par l'exploitant, l'inspection constate que pour l'année 2024 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le débit minimal en 2024 a été relevé la semaine 10 avec un débit égal à 106 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• le débit maximal en 2024 a été relevé la semaine 11 avec un débit de 562 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• le débit moyen en 2024 est égal à 353 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> L'inspection constate le respect du débit maximal de pompage fixé à 600 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Phasage prévisionnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est réalisée en 5 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que l'exploitation de la phase 1 (prévue initialement jusqu'au 26/10/2024) devrait s'achever courant de l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.1.6.2
------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière.  Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites de garantie du périmètre exploitable ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;</li> <li>• les bornes notamment celles déterminant le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• les zones en cours d'exploitation ;</li> <li>• les zones déjà exploitées non remises en état ;</li> <li>• les zones remises en état ;</li> <li>• les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement, etc.) ;</li> <li>• les pistes et voies de circulation, avec leurs pentes respectives ;</li> <li>• les zones de transit des produits finis, des matériaux inertes extérieurs, des stériles, des terres de découverte ;</li> <li>• les casiers destinés au stockage de matériaux inertes extérieurs et les alvéoles associées aux dépôts des déchets d'amiante lié ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations applicables.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.  À la fin de chaque phase, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un plan de suivi des surfaces, édité le 20/10/2023, ainsi que le plan d'exploitation du site du 31/10/2023. Les deux plans ne prennent pas en compte l'extension définie par le nouvel arrêté d'autorisation du 26/10/2021.  La zone en exploitation est donnée à 727 936 m<sup>2</sup>, la superficie remise en état est de 376 445 m<sup>2</sup> et la zone déjà exploitée non remise en état est donnée à 283 983 m<sup>2</sup>.  Les autres éléments, tels que les courbes de niveau, les cotes d'altitude représentatives, le positionnement de la ligne électrique de transport EDF et les pylônes associés, les bornes OGE, les pistes et leurs pentes, les installations fixes, les délaissés spécifiques vis-à-vis de la rivière Midouze et de la RD365 ainsi que la zone ISDI, figurent sur ces 2 plans.  L'exploitant précise que l'alvéole n°1 dédiée au dépôt de déchets d'amiante lié sera bien reprise sur le plan 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant lors de l'établissement du prochain plan de suivi de mettre à jour le périmètre d'autorisation en indiquant les terrains associés à l'extension de la carrière conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 26/10/2021. La légende du plan devra être complétée avec la signification du zonage représenté en hachuré rose qui apparaît en bordure Ouest de la RD365.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 9 : Déchargement des apports de matériaux extérieurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 2.3.2
----------------------------------------------------------------------------------



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblaiement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>Il ne peut avoir lieu que sur les terrains prévus dans le dossier de demande déposé par le pétitionnaire. Les casiers destinés à recevoir des déchets inertes extérieurs sont schématisés en annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>• les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admissions définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6 ;</li> <li>• les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité, sous réserve du respect des prescriptions du chapitre 2.4 du présent arrêté.</li> </ul> <p>Les terres végétales sont stockées séparément pour être réutilisées en couche de recouvrement pour la remise en état finale.</p> <p>Lorsque le remblayage est réalisé avec l'apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...) ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes non valorisables, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les déchets utilisés, notamment ceux de construction ou de démolition, ne peuvent pas provenir de sites contaminés.</p> <p>Le déchargement des apports de matériaux extérieurs directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site, elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate lors de la visite sur le terrain la présence d'une zone de contrôle des déchets aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Vu le registre numérisé (base de donnée ZEPHYR) présenté par l'exploitant, commun avec celui prévu à l'article 1.2.3 de l'arrêté susvisé, la dernière entrée de matériaux extérieurs sur le site concerne 24,340 tonnes de déchets de construction et de démolition (code déchet : 17.01.07) réceptionnés le 27/06/2024 à destination du casier désigné « V25 ». Le plan de carroyage permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité a été présenté à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extractions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extractions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière.

Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ».

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

Le plan de gestion des déchets d'extraction est présenté en page 535 du dossier de demande d'autorisation de janvier 2017 et a été complété en juillet 2019. Les différentes thématiques sont reprises au travers d'un tableau, notamment des mesures préventives sont déterminées pour pallier aux effets pouvant impacter l'environnement ou la santé humaine.

L'inspection rappelle à l'exploitant de réviser le plan de gestion tous les cinq ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Contrôle des accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 3.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès et sécurité

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les zones en eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont pourvues de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

**Constats :**

L'inspection constate lors de la visite sur le terrain :

- la présence à l'entrée de la carrière d'un portail ;

- qu'au sud de cet accès, le site est délimité le long de la RD 365 par une clôture composée de 4 fils barbelés horizontaux posés sur des poteaux bois.  
Ces tronçons de clôture sont pourvus du panneautage informant du danger lié à la présence de la carrière. Pour les autres portions du périmètre, le plan topographique fait ressortir la présence d'une clôture, exceptée au nord de l'entrée de la carrière sur un linéaire d'environ 100 mètres où le périmètre est bordé d'un merlon et au nord du site qui est lui délimité naturellement par la Midouze ;
- la présence aux abords des zones de stockage des déchets d'extraction inertes et des alvéoles dédiées au stockage des déchets d'amiante lié, de panneautage informant du danger lié à la présence de la carrière ;
- la présence de panneaux signalant le caractère potentiellement dangereux (risques de noyade) aux abords des zones en eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Prélèvements d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Le prélèvement d'eau n'est autorisé que pour les besoins domestiques, le rabattement de la nappe phréatique, la lutte contre les émissions de poussières (arrosage des pistes, brumisation ou aspersion lors du traitement des matériaux), et l'appoint du circuit fermé utilisé pour le nettoyage de matériaux. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Chaque dispositif est relevé hebdomadairement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.

Les justificatifs liés au taux de recyclage des eaux utilisées pour le lavage de matériaux extraits sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

**Constats :**

L'inspection constate que les installations de prélèvement d'eau sont bien munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé hebdomadairement. L'exploitant a présenté à l'inspection le registre dans lequel sont consignés les relevés.

L'exploitant déclare ne pas procéder à des opérations de lavage des matériaux extraits et ne prélève donc pas d'eau à cet effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Eaux d'exhaure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114) ;
- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Afin de respecter le bon état chimique de la Midouze, les eaux restituées au cours d'eau sont dans un état de salubrité, de pureté et de température proche de celui du cours d'eau naturel, voire meilleur en ce qui concerne les deux premiers critères.
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses menées en juin 2022 et mai 2023 sur les rejets ont été présentés à l'inspection. Ils montrent le respect des différents seuils maximaux autorisés excepté pour le paramètre MEST lors de l'analyse menée en juin 2022 où il est observé un dépassement de la valeur limite autorisée (63 mg/l mesurés au niveau du rejet contre 35 mg/l autorisés). Néanmoins, il est constaté un retour à la conformité pour ce paramètre MEST lors de l'analyse menée en mai 2023 (3,6 mg/l mesurés). L'inspection demande à l'exploitant de rester vigilant sur l'analyse de ce paramètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débit et les paramètres (pH, température, MEST, DCO et hydrocarbures) des rejets sont contrôlés au moins une fois par an. Les résultats de ces analyses et les commentaires associés sont communiqués aux agents en charge des contrôles. Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de collecte des eaux de ruissellement, provenant des alvéoles de stockage des déchets contenant de l'amiante lié et de l'aire de dépotage associée, est réalisée préalablement à chaque vidange de ces derniers, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
<b>Constats :</b> Vu les compte-rendus des analyses menées en juin 2022 et mai 2023 sur les rejets présentés, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la surveillance des rejets aqueux est bien effectuée au moins une fois par an, respectant l'article 5.3.6 de l'arrêté préfectoral susvisé ;</li> <li>• que le débit n'est pas mesuré.</li> </ul> L'exploitant déclare que les analyses menées en 2024 seront transmises à l'inspection dès leur réception. L'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation n'a pas été contrôlée du fait que l'activité relative à l'accueil de déchets contenant de l'amiante lié n'a pas encore débuté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant à ce que le débit soit systématiquement mesuré et ce dès la prochaine campagne d'analyse des rejets, conformément à l'article 5.3.6 de l'arrêté préfectoral susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Suivi piézométrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 5.4.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles d'analyses en période de hautes eaux et de basses eaux sur les piézomètres, sur les paramètres suivants : pH, DCO, DBO, conductivité et hydrocarbures totaux.

<p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF.</p> <p>Le niveau piézométrique doit être relevé tous les mois.</p> <p>Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant, accompagné d'un bilan annuel des mesures de niveau piézométrique. Toute anomalie est signalée sans délai à l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les compte-rendus des analyses des eaux souterraines menées en décembre 2022, mai 2023, octobre 2023 et avril 2024 sur les rejets présentés, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la surveillance des eaux souterraines est bien effectuée tous les 6 mois sur les 5 piézomètres de l'installation, respectant l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;</li> <li>• que l'ensemble des paramètres prescrits sont analysés.</li> </ul> <p>Vu le registre du suivi des niveaux piézométriques présentés par l'exploitant, l'inspection constate que le niveau piézométrique est bien relevé mensuellement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Surveillance des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales mené en 2023 a été communiqué à l'inspection. Il est assuré par jauges de retombées selon la norme NF X43-014 de novembre 2017. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles et sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. La surveillance consiste en 2 campagnes de mesures semestrielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• entre le 27 juillet 2023 et le 28 août 2023 pour le semestre 1 ;</li> <li>• entre le 14 novembre 2023 et le 15 décembre 2023 pour le semestre 2.</li> </ul> <p>Le bilan 2023, daté de février 2024, montre des résultats compris entre 48 et 162 mg/m<sup>2</sup>/jour, et les moyennes annuelles glissantes, comprises entre 89 et 141 mg/m<sup>2</sup>/jour restent inférieures à l'objectif de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour (avec une jauge témoin présentant une concentration moyenne de 89 mg/m<sup>2</sup>/jour). Les concentrations mesurées sur le site caractérisent un empoussièrement faible et permettent de conserver un rythme de mesurage semestriel pour 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Émissions sonores dans l'environnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 6.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant le démarrage de chacune des cinq phases quinquennales et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, les résultats sont transmis à l'inspection accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

**Constats :**

Les derniers mesurages des émissions sonores ont été effectués en période diurne par le bureau d'études ENCEM les 9 et 10 juin 2022. 11 points de mesures en ZER et 2 points de mesure en limite de site ont été retenus pour cette campagne.

Les mesures en limite de propriété et en zones à émergence réglementée montrent le respect des valeurs maximales autorisées lors de cette campagne sauf pour le point de mesure en ZER 11 qui ne respecte par la réglementation, avec une émergence mesurée à 10,5 dB(A) contre 5 dB(A) autorisés. L'inspection note que le point de mesure 11 est le point de mesure situé le plus proche de l'activité du site, dans l'emprise du site, et qu'aucune plainte pour nuisances sonores n'a été portée à la connaissance de l'inspection à ce jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires pour réduire les nuisances sur ce point de mesure et de communiquer un plan d'action afin de parvenir rapidement à un retour à la conformité de ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 18 : Garanties financières de la carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.5.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose de l'acte de cautionnement n°197 158/7 daté du 28/06/2022 garantissant un montant maximum de cautionnement de 777 725 € valide jusqu'au 25/10/2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : Remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2021, article 1.6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Remise en état